5005,1 F

Canadian Centre
For Foreign Policy
Development

Centre canadien
pour le développement
de la politique étrangère

RAPPORT SUR LES OPTIONS POLITIQUES: LES FEMMES ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN ASIE

Saint-Jean, le 13 mars 1997

125 promenade Sussex Drive, Ottawa, Ontario K1A 0G2
Telephone/Téléphone : 613 944 8278 Fax/Télécopieur : 613 944 0687
www.cfp-pec.gc.ca

103-07645/

RAPPORT SUR LES OPTIONS POLITIQUES: LES FEMMES ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN ASIE

Saint-Jean, le 13 mars 1997

RAPPORT SUR LES OPTIONS POLITIQUES
LES FEMMES ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN ASIE

CONTEXTE

La discussion en groupe s'est tenue le 13 mars 1997, de 9 h 30 à 12 h 00, sur le Campus de l'Université du Nouveau-Brunswick à Saint-Jean. Les 35 participants étaient des membres du corps enseignant, des étudiants et des membres du grand public.

L'approche utilisée a été la suivante :

- Après le mot d'ouverture et les observations liminaires du vice-président de l'Université et du président du Département d'histoire et de politique, le modérateur a introduit la question en la situant de façon appropriée dans le contexte de la politique étrangère du Canada. Il a aussi précisé que la discussion en groupe avait pour but la production d'un rapport sur les options politiques.

- Chaque panéliste a ensuite fait un exposé de 20 minutes, immédiatement suivi d'une période de questions et d'une discussion entre les panélistes et les autres participants.

- La discussion en groupe s'est terminée par un échange général sur le statut et le rôle des femmes dans le développement économique de l'Asie, sur l'orientation de la politique étrangère du Canada pour ce qui concerne les femmes, et sur certaines politiques de rechange.

STRUCTURE

Outre le modérateur, le panel comprenait 5 membres, dont 3 femmes et 2 hommes. Il devait initialement comprendre six membres également répartis entre les deux sexes pour satisfaire aux exigences de l'article 12.01 de l'entente de contribution et pour garantir que la discussion se concentrerait sur le thème choisi. Un engagement conflictuel de dernière minute a nécessité le changement. Sous sa forme finale, le panel comprenait des représentants du milieu universitaire, du monde de la politique étrangère et de la communauté des ONG.

Le panel comprenait les membres suivants :

- **Richard V. Gorham**
  Modérateur
  Ambassadeur du Canada en Chine (1984-1987)

- **Joanna Kerr**
  Chercheur supérieur
  Institut Nord-Sud

- **Najma Sharif**
  Professeur adjoint
  Saint Mary's University

- **Cathy Wright**
  Directrice exécutive
  Human Development Council (Saint-Jean)

- **Xie Xiaoyan**
  Premier secrétaire (Affaires politiques)
  Ambassade de la République populaire de Chine

Les panélistes avaient des expériences et des vues fort diverses. L'**ambassadeur Gorham** a mis à profit sa connaissance de la Chine, de la politique étrangère du Canada et des efforts canadiens pour le développement de la Chine. **M^me^ Kerr** est l'auteur de Gender and Jobs in China's New Economy. Le **professeur Sharif** est un spécialiste de l'économie du développement et s'intéresse plus particulièrement aux programmes axés sur les femmes des régions rurales et urbaines. **M^me^ Wright** a récemment participé à l'élaboration d'un programme de micro-prêts pour les femmes des zones urbaines aux Philippines. **M. Xie** a dressé les réalisations récentes de son pays en faveur des femmes, a expliqué les gains qu'elles ont fait aux plans social, politique et économique, et a identifié certains problèmes qui compliquent actuellement l'avancement des femmes en Chine.

OPTIONS POLITIQUES

Les participants ont reconnu que les options politiques recensées lors de cette discussion en groupe doivent être situées dans le contexte de certaines caractéristiques de l'actuelle politique étrangère du Canada et de sa mise en application. Ce sont :

- **L'écart entre la politique et la réalité de l'intégration de la femme au développement (IFD)**

Il arrive trop souvent que les options s'inspirent étroitement des cadres de politique existants et qu'elles fassent fi de la réalité. Ces options tendent à perpétuer les lacunes de la politique courante. Les participants ont convenu que l'IFD est une politique canadienne bien développée -- du moins sur papier --, mais une politique qui ne se mesure aucunement à la réalité.

- **La double orientation de la politique canadienne**

  La politique étrangère du Canada vise, d'une part, à promouvoir le commerce et, d'autre part, à réduire la pauvreté et à protéger les droits de la personne. On établit souvent un lien entre ces deux orientations en faisant valoir que ***le pays qui ajoute une efficience accrue à des taux de croissance économique plus élevés pourra mieux distribuer la richesse, améliorer l'égalité, réduire la pauvreté et atténuer la marginalisation***.

  Il n'y a rien de fondamentalement mauvais à avoir plus d'une orientation. Mais on a fait valoir que le lien entre les deux orientations a été utilisé pour justifier la mesure erronée du développement. Les participants ont convenu que le développement et la croissance économique ne sont pas synonymes.

- **La nature générique de la politique étrangère**

  La politique étrangère doit, par définition, refléter la position du Canada par rapport aux autres pays sans reconnaître les différences entre les pays et sans établir de priorités pour des pays donnés. La politique d'IFD doit donc être générique, même si son application doit être adaptée aux spécificités nationales, politiques et culturelles.

  La nature générique de la politique étrangère fait qu'il est difficile d'élaborer des politiques de rechange fondées sur des activités nationales et régionales plus spécifiques. Les leçons tirées de l'IFD en Asie peuvent par exemple s'appliquer mal ailleurs.

  Bien qu'ils aident à combler l'écart générique, les cadres stratégiques de programmes-pays (CSPP) s'en tiennent souvent aux généralités lorsqu'il s'agit de l'application de la politique d'IFD.

- **L'insistance mise sur la gestion par résultats (GR)**

Cette insistance contribue heureusement à responsabiliser les initiatives de politique étrangère. Mais la gestion par résultats (GR) a deux caractéristiques qui en font un outil difficilement utilisable pour évaluer les activités d'IFD. Premièrement, elle tend à reposer sur des indicateurs quantifiables; deuxièmement, elle postule que le projet générera des résultats à court terme. La gestion par résultats ne s'adapte donc pas bien à la politique d'IFD, qui tente souvent d'obtenir des changements qualitatifs à moyen et à long termes.

Dans ce contexte, les participants ont identifié 9 points autour desquels une orientation de politique étrangère modifiée pourrait être développée en mettant l'accent sur la problématique homme-femme :

1) Le concept de l'IFD est démodé : c'est une orientation des années 70 qui en est venue à mettre l'accent sur la femme en tant qu'outil de promotion du développement d'un pays, et plus particulièrement de sa progression économique. L'approche alternative du « Développement pour la femme » a été rejetée parce qu'elle supposait que les femmes étaient des bénéficiaires du développement plutôt que des contributrices. **Les participants ont recommandé que la problématique homme-femme de la politique étrangère du Canada soit modifiée pour mettre l'accent sur le développement participatif.**

2) Le type de progression économique qui caractérise de plus en plus l'Asie a des conséquences négatives pour les femmes, même si elles en retirent des avantages économiques. **Toute politique alternative d'égalité des sexes doit prendre en compte l'insécurité d'emploi plus marquée et le rétrécissement parallèle des filets de sécurité sociale qui, dans plusieurs pays en développement, ont un impact direct et négatif sur la vie des femmes et de leurs enfants.**

3) Les pays en développement économique voient émerger dans la conscience publique un certain nombre de « pathologies sociales » longtemps ignorées qui ont d'importantes conséquences pour les femmes et les enfants. Ces pays n'ont généralement pas de politiques, de programmes et de personnel adéquatement formé pour régler ces problèmes. **La problématique homme-femme de la politique étrangère du Canada devrait être élargie aux problèmes familiaux et domestiques qui sont aggravés par le développement économique, y compris le divorce, la désertion, l'abandon et la violence familiale.**

4) Les efforts pour obtenir l'égalité des sexes sont souvent entravés par des obstacles locaux d'ordre social, culturel et/ou religieux. **L'insis-**

tance mise sur l'égalité des sexes et sur l'IFD dans la politique étrangère du Canada doit être reformulée de façon à reconnaître la grande diversité des situations ciblées. Il faut aussi reconnaître l'absence d'homogénéité culturelle à l'intérieur de tout pays donné.

5) L'obtention de l'égalité des sexes est une question aussi bien économique que socio-culturelle. **Étant donné l'importance accrue du développement économique, la politique du Canada en matière d'égalité des sexes doit mettre l'accent sur l'égalité d'accès au capital et à la technologie, surtout dans les contextes du micro-crédit et de la micro-entreprise.**

6) Il faut cesser d'associer l'égalité des sexes aux « questions féminines ». **Pour encourager un vaste mouvement en faveur de l'égalité des sexes, la politique canadienne doit élargir le concept à tous les aspects de la vie humaine et tenter notamment de concilier la contradiction apparente entre l'efficience économique et l'égalité des sexes.**

7) Dans les pays asiatiques, on observe une polarisation croissante de la main-d'oeuvre en deux catégories : la main-d'oeuvre hautement qualifiée (de plus en plus en demande), et la main-d'oeuvre non qualifiée. Bien que leur taux de participation à la main-d'oeuvre s'accroisse, les femmes sont toutefois de plus en plus confinées aux emplois à temps partiel, temporaires et moins spécialisés. **L'importance donnée à l'égalité des sexes dans la politique étrangère du Canada doit viser à obtenir l'égalité aux niveaux des possibilités d'emploi, de l'éducation, de la participation politique et des droits civils.**

8) Dans plusieurs pays asiatiques, le système de collecte de données sur les indicateurs sociaux ne permet pas de suivre et de quantifier facilement l'avancement des femmes. **L'appui que le Canada accorde à l'égalité des sexes doit absolument se fonder sur une base statistique solide. Il faut donc reformuler l'engagement du Canada de façon à encourager les pays en développement à recueillir des données ventilées par sexe sur les indicateurs sociaux les plus utiles pour démontrer des progrès dans le sens de l'égalité.**

9) Étant donné l'insistance mise sur la croissance économique et l'évolution conséquente de la structure de la main-d'oeuvre dans plusieurs pays asiatiques, certains progrès réalisés par les femmes dans les années 1980 risquent d'être compromis. **Pour soutenir le**

mouvement en faveur de l'égalité des sexes, la politique étrangère du Canada doit encourager l'affectation de crédits et d'autres ressources a) à l'appui direct des groupes de femmes, et b) à la mise en application des politiques et des lois requises pour maintenir des milieux socio-culturel, économique et politique favorables.